



Filière énergie, un bien commun où l'intérêt général doit primer

08 avril 2021

L'énergie est un bien commun, comme l'eau ou l'air que l'on respire, il ne doit pas faire l'objet de spéculation financière.

C'est dans cet état d'esprit et avec une volonté politique visionnaire qu'EDF a été créé en 1945 avec la nationalisation d'une multitude d'entreprises privées permettant de produire et distribuer l'électricité à tous les Français au même prix et quel que soit leur situation sur le territoire.

Le projet Hercule sonne la mise à mort de ce bien commun et modèle d'entreprise intégrée stratégique pour la souveraineté de la France.

Il est uniquement financier et vise à éclater EDF en plusieurs sociétés concurrentes entre elles pour le seul profit des actionnaires privés.

Au printemps 2020, en pleine crise COVID, Emanuel MACRON clamait pourtant « qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché » : l'énergie en fait partie !

Il faut passer des paroles aux actes et abandonner ce projet qui va à l'encontre de l'intérêt général.

Ce 8 avril 2021 c'est donc les 75 ans de la NATIONALISATION du secteur de l'énergie. EDF a su, depuis sa naissance il y a 75 ans, et surtout lorsque c'était un EPIC (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial) répondre à tous les défis et les enjeux qu'ils soient industriels, climatiques. Est-ce que ces enjeux ont été aujourd'hui réduits pour revenir dessus ?

Bien évidemment que non et c'est même le contraire, mais alors pourquoi chercher à démanteler et privatiser ? Parce que justement les enjeux climatiques laissent entrevoir une formidable opportunité pour les financiers d'engranger des profits plus que conséquents. C'est vrai aussi pour la ressource en eau. C'est pour ça que des secteurs aussi stratégiques doivent être publics !

D'ailleurs et la CGT le réclame, pourquoi il n'y a pas un véritable bilan de la déréglementation du secteur de l'énergie afin de déterminer, sur des bases factuelles, ce qui est bénéfique ou non pour la Nation ?

Après 1946, il y a eu 50 années durant lesquelles le gaz et l'électricité ont été gérés par un Service Public qui les considéraient comme un bien commun et 25 ans durant lesquels ils ont été tenus pour des marchandises comme les autres. Quelle période a été la plus favorable pour les salariés et pour les usagers ? Au vu de la hausse sans fin des prix de l'énergie, alors même que l'ouverture à la concurrence était censée les faire diminuer, le bilan est clair : 60% d'augmentation des factures d'électricité depuis 2004, date du passage d'EDF en SA alors que jamais avant cette date, le coût de l'électricité n'avait dépassé l'inflation.

Demain, si le projet Hercule (plus d'information sur : <https://cgt-edf-recherche.fr/category/actualites-syndicales-edf/>) voyait le jour, ce serait une accélération de ces processus. Des banques d'affaires et

des fonds d'investissements ont immédiatement compris l'intérêt à investir dans une verdoyante économie énergétique libérale d'autant que cela s'accompagne d'innombrables subventions publiques.

Notez d'ailleurs qu'EDF veut se séparer de PhotoWatt qui propose pourtant le développement d'un produit au plus faible impact environnemental et constitue la seule production sur le territoire national. Décidément, la stratégie adoptée n'est pas à une contradiction près.

Hors justement l'exemple de la situation de PhotoWatt mais aussi d'Areva, de GE (General Electric), d'ABB, de Velan et bien d'autres entreprises de la métallurgie conforte que ce que nous avons besoin, c'est de réfléchir en terme de filière. C'est pourquoi le contenu du projet Hercule est aussi un enjeu pour ces entreprises du secteur privé.

En effet, beaucoup de ces entreprises sont des références mondiales dans le secteur de l'énergie mais tout cela est le fruit particulièrement des 50 ans de partenariat entre les équipes d'EDF et les équipes de ces entreprises. EDF, en effet parce qu'elle était publique, permettait de sécuriser et donc d'engager des études et recherches longues et donc coûteuses ainsi que des investissements industriels lourds. C'était possible uniquement parce que derrière il y avait la force publique avec la certitude d'être payé et que les commandes soient honorées ! Si demain EDF est démantelée, quel conseil d'administration acceptera de tels investissements ? La bataille des syndicats et salariés de GE en est l'exemple. Mais cette lutte des syndicats et des salariés de GE démontre aussi que quand les salariés, qui sont aussi des citoyens, décident de monter des projets industriels, ceux-ci sont viables économiquement. L'indépendance énergétique et notre capacité collective à relever les enjeux climatiques et environnementaux ne sont donc pas que des questions économiques mais bien des choix politiques !

C'est aussi grâce au coût énergétique maîtrisé dans le temps que des entreprises, là encore pour beaucoup de la métallurgie, sont restées implantées sur le territoire comme les aciéries ou les fonderies ! Beaucoup d'experts (pas de la CGT) s'interrogent sur les raisons qui ont poussé à démanteler le groupe Pechiney alors que celui-ci était leader et qu'encore aujourd'hui beaucoup des produits fabriqués à base d'aluminium le sont à partir des brevets déposés par les équipes de Pechiney. Mais c'est aussi des anciens sites de Pechiney qui sont aujourd'hui fermés ou en difficulté comme Sintertech, Luxfer, Sabar, Constellium...

Les entreprises de la métallurgie sont donc à la fois des clients d'électricité et des fournisseurs de matériels pour la filière énergétique. C'est pour cela que la CGT métallurgie dans l'intérêt des salariés de la métallurgie :

- Dénonce le projet Hercule et souhaite qu'il soit enterré
- Revendique que EDF redevienne un EPIC !
- Souhaite un grand débat public avec l'ensemble des acteurs de la filière
- Souhaite un plan d'investissement sur la filière construit avec les salariés qui comme l'ont démontré ceux de GE sont les vrais experts des besoins
- Souhaite que les tarifs de l'énergie soient réglementés pour sécuriser l'accès à l'énergie

Ce travail syndical mené conjointement et ensemble a l'objectif de nous permettre de créer des passerelles entre les différents syndicats et structures CGT dans une filière mais aussi pour nous permettre d'avoir des luttes convergentes. La convergence des luttes est primordiale pour défendre et préserver nos biens communs : santé, éducation, industrie, culture, etc...

Dans le public comme le privé, il est important d'avoir toujours en tête que ce qui doit primer, dans les choix politiques comme dans les choix stratégiques des entreprises, c'est l'intérêt général et non pas les intérêts particuliers. C'est pourquoi la CGT sollicite les salariés pour qu'ils s'investissent avec la CGT dans cet objectif.